

**Conseil de sécurité**

Distr. générale  
30 juin 2006  
Français  
Original : anglais

---

**Lettre datée du 28 juin 2006, adressée au Président  
du Conseil de sécurité par la Présidente du Comité  
du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)  
concernant la lutte antiterroriste**

Le Comité contre le terrorisme a reçu le cinquième rapport de la République de Corée, présenté en application du paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001); il a aussi reçu la réponse de la République de Corée à la résolution 1624 (2005) (voir annexe). Je vous serais obligée de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

La Présidente du Comité du Conseil de sécurité  
créé par la résolution 1373 (2001)  
concernant la lutte antiterroriste  
(*Signé*) Ellen Margrethe Løj



## **Annexe**

### **Lettre datée du 8 juin 2006, adressée à la Présidente du Comité contre le terrorisme par le Représentant permanent de la République de Corée auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : Anglais]

Suite à votre lettre en date du 8 mars 2006, j'ai l'honneur de vous faire parvenir ci-joint le cinquième rapport de la République de Corée concernant la mise en œuvre des résolutions 1373 (2001) et 1624 (2005) du Conseil de sécurité (voir pièce jointe).

L'Ambassadeur,  
Représentant permanent  
(*Signé*) Y.J. Choi

## Pièce jointe

### **Rapport supplémentaire présenté par la République de Corée au Comité contre le terrorisme en application des résolutions 1373 (2001) et 1624 (2005) du Conseil de sécurité**

Le 8 juin 2006

#### **1. Mesures d'application**

1.1 Le Comité est conscient des efforts déployés par la République de Corée pour rendre le droit pénal national conforme à ses engagements internationaux dans le domaine de la lutte antiterroriste. Dans son quatrième rapport (p.5), la République de Corée déclare que les travaux préparatoires sur la loi relative à la répression des attentats terroristes à l'explosif et du financement du terrorisme ne sont pas encore achevés. Le Comité apprécierait de recevoir un rapport des avancements de l'initiative susmentionnée, avec notamment une copie de la nouvelle législation, si celle-ci a été adoptée, ainsi qu'une copie de toute autre législation antiterroriste. La République de Corée pourrait-elle décrire les principaux changements menés à bien ou prévus dans le cadre de cette réforme et expliquer dans quelle mesure ces changements affecteraient d'autres législations nationales en matière de sécurité ?

#### **A. Législation antiterroriste actuelle**

L'avant-projet de loi contre le terrorisme mentionné dans le quatrième rapport présenté par la République de Corée et qui comprenait des dispositions pertinentes à l'égard des attentats terroristes à l'explosif a été rejeté lorsque le mandat de la 16<sup>ème</sup> Assemblée Nationale est venu à échéance en mai 2004.

Néanmoins, la 17<sup>ème</sup> Assemblée nationale examine actuellement des projets de lois similaires visant à réglementer la formation de groupes terroristes ou tout contact avec ceux-ci, le financement d'actes terroristes et le soutien d'activités terroristes.

D'autres projets de loi mettant en évidence les règles de procédures pour lutter contre les activités terroristes sont également en cours d'examen.

Depuis 2004, les institutions compétentes, notamment le Ministère de la Justice et le Ministère des Finances ont mis au point une législation destinée à enrayer le financement de groupes terroristes.

La République de Corée a plus particulièrement adopté une législation destinée à promouvoir la sûreté des avions et à empêcher l'utilisation d'aéronefs dans les activités terroristes, comme le demandent les traités multilatéraux relatifs à la sûreté des avions. Cette législation régleme les comportements criminels pendant le vol et qui minent la sûreté des aéronefs, les prises d'assauts de pilotes d'avions, l'endommagement de vaisseaux aériens et des installations y ayant trait, le détournement d'avions, le changement forcé d'itinéraire, le chargement de matières dangereuses dans les avions, une utilisation illicite des informations de vol et les assauts perpétrés contre l'aéronef.

#### **B. Effets attendus de la législation antiterroriste**

**La législation doit :**

- a. faciliter le rassemblement d'informations concernant les terroristes et la mise en application efficace des réponses appropriées;**
- b. créer des motifs directs légaux de poursuite pour les membres de groupes terroristes et les personnes qui fournissent ou octroient des fonds aux terroristes;**
- c. permettre aux autorités compétentes de protéger la sécurité de tout un chacun de même que les vies et les biens des citoyens coréens.**

1.2 Dans son quatrième rapport (p.3) la République de Corée signale qu'un avant-projet de loi contre le terrorisme a été approuvé par la Commission du renseignement de l'Assemblée nationale mais qu'il se trouve encore actuellement devant la Commission de la Justice de ladite Assemblée, pour son examen. Le Comité apprécierait un rapport d'état de l'initiative susmentionnée ainsi qu'une copie de la nouvelle législation, si celle-ci a été adoptée. Quels sont les principaux changements apportés ou prévus dans le cadre de cette réforme et dans quelles mesures ces changements affecteraient-ils d'autres législations nationales en matière de sécurité?

**L'avant-projet de loi contre le terrorisme de 2004, qui était à l'examen auprès de la Commission de la Justice de l'Assemblée nationale, a été écarté lorsque l'Assemblée a clôturé sa séance. De nouveaux avant-projets de loi contre le terrorisme sont en cours de débat au sein de la Commission de renseignement de l'Assemblée. Ces avant-projets proposent ce qui suit :**

- a. La mise sur pied d'une réunion nationale contre le terrorisme pour examiner les politiques pertinentes.**
- b. La création d'un centre de lutte contre le terrorisme pour intégrer les renseignements et rechercher les têtes terroristes.**
- c. L'émission d'avertissements aux ressortissants coréens qui se rendent dans des régions en proie au terrorisme.**
- d. L'élaboration de politiques de lutte contre le terrorisme lors d'importantes cérémonies nationales et événements ou dans des lieux publics.**
- e. L'assistance en cas d'efforts de récupération suite à des actes de terrorisme, en envoyant des troupes de soutien.**
- f. La fourniture de compensations en cas de dommages, à des personnes et à des biens, résultant d'activités terroristes.**

#### ***Prévention et répression du financement d'actes terroristes***

1.3 Le Comité est conscient des lois et réglementations adoptées par la République de Corée en vue de supprimer le financement terroriste, conformément aux dispositions de la résolution 1373 (2001). Dans son quatrième rapport, la République de Corée déclare que le Service coréen du renseignement financier

(KoFIU) a l'intention « d'instituer un système de signalement des opérations en espèces importantes qui prendra effet en 2004 et qui exigera des institutions financières qu'elles signalent les opérations en espèces et les chèques de banque excédant un certain montant, qu'ils soient ou non suspects ». Le Comité souhaiterait savoir si ce système de signalement a déjà été mis sur pied et, le cas échéant, il souhaiterait recevoir un rapport de ses fonctions et du travail qu'il a réalisé à ce jour.

#### **A. But du système**

**Le Système relatif à la déclaration des opérations en devises oblige actuellement toutes les institutions financières nationales à signaler toutes les transactions financières dépassant un certain plafond; il vient ainsi compléter le système de signalement des opérations suspectes qui repose sur le seul jugement subjectif des institutions.**

**Conformément aux dispositions de la « Loi relative à la déclaration des opérations financières » de janvier 2005 (amendée), le système de signalement des opérations en devises est entré en vigueur le 18 janvier 2006, après une période préparatoire d'un an.**

#### **B. Transactions soumises au système de signalement des opérations en devises**

**Toute opération en devises (paiement/réception de fonds en espèces) s'élevant à la somme totale de 50 millions de won ou plus effectué par la même personne, le même jour, auprès de la même institution financière.**

**Diminution progressive du seuil jusqu'en 2010 :**

**50 millions de won (2006) -> 30 millions de won (2008) -> 20 millions de won (2010)**

#### **C. Exceptions**

**Les reçus/paiements de contributions et de taxes ainsi que les échanges en devises/transferts par câble ne dépassant pas 1 million de won, exempts de l'exigence d'identification du nom de famille en vertu de la « loi sur le nom personnel pour les opérations financières » ne sont pas compris dans la somme totale des transactions.**

**Les opérations en espèces menées à bien entre institutions financières ou celles effectuées entre les institutions financières et des gouvernements centraux/**

**locaux ou des institutions gouvernementales sont exemptes de l'obligation de signalement.**

1.4 L'obligation de signaler au service coréen de renseignement financier (KoFIU) les avoirs et les opérations soupçonnés de liens avec le terrorisme s'applique-t-elle également au cas où la personne ou l'organisation concernée n'est pas considérée comme terroriste? Quelles sont les obligations légales de signalement et les mécanismes de répression dans de telles circonstances?

**A. Application des obligations de signalement vis-à-vis de personnes/sociétés non reprises sur la liste des Terroristes**

**Les institutions financières ont l'obligation de signaler au KoFIU toute transaction financière soupçonnée de lien avec un financement terroriste (Article 4 de la « Loi sur le signalement d'opérations financières »).**

**Les institutions financières doivent signaler toutes les opérations suspectes, que les personnes/entités effectuant les opérations soient ou non reprises sur la liste de terroristes.**

**B. Répression**

**L'infraction pénale de « financement d'activités d'organisations criminelles » s'applique aux personnes qui récoltent des fonds à des fins terroristes.**

**Le blanchiment d'argent avec pour objet le financement du terrorisme, qui ne fait que « camoufler ou déguiser l'argent blanchi », est également punissable en vertu du droit pénal (Article 3 de la « loi relative au produit du crime »).**

**Les institutions financières sont passibles d'une amende si elles omettent de signaler au FIU les opérations qu'elles soupçonnent d'être liées au financement terroriste.**

**Le Commissaire du FIU peut imposer une amende d'un montant maximal de 5 millions de won à ces institutions financières.**

1.5 Aux termes du paragraphe 1, alinéa (a) de la Résolution 1373 (2001), les États membres devraient demander aux institutions financières, avocats, courtiers immobiliers, comptables, notaires et autres intermédiaires professionnels engagés dans des opérations de courtage de signaler toutes les transactions suspectes aux autorités pertinentes. Dans son troisième rapport (p.5), la République de Corée mentionne son intention d'envisager une législation qui étendrait l'obligation de signalement à d'autres intermédiaires. Le Comité souhaiterait avoir un résumé des dispositions contenues dans tout projet de loi préparé à cet égard ainsi qu'un rapport relatif à l'état de son adoption.

**A. Obligation de signalement de la part des institutions financières et autres entités**

En vertu de la loi actuelle sur le signalement d'opérations financières, les institutions financières soumises à de telles obligations ne se limitent pas à des catégories générales comme les banques, sociétés de titres et compagnies d'assurances.

Les sociétés financières qui se spécialisent dans la garantie de crédits et les sociétés cataloguées comme bureaux de change en vertu de la loi sur les opérations en devises sont également soumises à cette obligation de signalement. Pour ainsi dire toutes les entités engagées dans tout type de services financiers sont soumises au système de signalement des opérations suspectes.

#### **B. Projets d'application du système de signalement des opérations suspectes aux casinos**

Comme le recommande en outre le Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux (GAFI), le gouvernement de la République de Corée œuvre actuellement à l'extension de la portée de l'obligation de signalement des opérations suspectes aux casinos, qui ne sont pas des institutions financières.

1.6 Le Comité remercie la République de Corée de lui avoir transmis ses rapports concernant l'application des mesures pour la lutte contre le financement du terrorisme et il lui saurait gré de bien vouloir lui transmettre les copies de toute autre détermination ou évaluation menée à bien par des organes internationaux ou régionaux en rapport avec l'application de la Résolution 1373 (2001), notamment ceux concernant les mesures opérationnelles.

A ce jour, les organisations internationales ont officiellement évalué la République de Corée à deux reprises en égard à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. Plus précisément, la Corée a reçu une évaluation mutuelle du Groupe Asie Pacifique (GAP) en 2002. L'évaluation portait cependant uniquement sur la lutte contre le blanchiment des capitaux et non sur le financement du terrorisme, principalement du fait qu'à l'époque le GAP n'avait pas encore défini sa méthode d'évaluation pour la lutte contre le financement du terrorisme. Le Programme d'évaluation du secteur financier (PESF) mis sur pied conjointement par le FMI et la BM en 2002 signalait la nécessité pour la Corée d'adopter le projet de loi contre le terrorisme.

#### **<PESF, rapport principal>**

##### **G. Lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme**

92. La Corée a fait des progrès considérables dans l'observation des recommandations du PESF en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Le service coréen de renseignement financier (KoFIU) a rejoint le Groupe Egmont en juin 2002 et sa base de données informatisée vient d'être activée. Néanmoins, de plus amples efforts sont encore

demandés, notamment dans les domaines suivants : la Corée doit en premier lieu adopter le projet de loi contre le terrorisme, basé sur la Convention internationale des Nations Unies pour la répression du financement du terrorisme, de 1999. Ensuite, elle doit revoir la limitation d'accès aux informations sur les clients stipulée dans la loi sur les noms personnels, afin de faciliter la coopération internationale dans le cadre d'investigations sur le blanchiment d'argent et le financement d'actes terroristes. En troisième lieu, elle doit abolir dès que possible les montants financiers minimaux définis pour le signalement d'opérations suspectes.

1.7 Le Comité prend bonne note des informations communiquées au sujet du KoFIU et il souhaiterait savoir si le KoFIU est suffisamment structuré, financé, équipé en ressources humaines, techniques et autres pour mener à bien intégralement les fonctions qui lui incombent. Combien de rapports d'opérations suspectes le KoFIU a-t-il reçus et, parmi ceux-ci, combien sont liés au financement du terrorisme? Combien ont donné lieu à des investigations, des poursuites et des arrestations? Et quelles lois ou réglementations ont motivé ces poursuites ?

#### **A. État actuel et fondements légaux**

##### **[Législation contre le blanchiment de capitaux]**

La loi sur le signalement des opérations financières et la loi relative au produit du crime sont les deux lois contre le blanchiment de capitaux en vigueur dans la République de Corée et elles sont le résultat d'efforts concertés entre plusieurs organismes. Dans le cadre du processus, le gouvernement coréen a examiné les recommandations du PESF, les lois contre le blanchiment de capitaux d'autres juridictions et les systèmes nationaux pertinents. Les points de vue des organismes administratifs concernés, notamment de la Fédération des banques coréennes et des groupes civils ont en outre été pris en compte et une audience publique a été instituée. Soumis à l'Assemblée nationale le 23 novembre 2000, les deux projets de loi ont été adoptés après un examen intensif de neuf mois et ils sont entrés en vigueur le 28 novembre 2001.

##### **[Structure organisationnelle et fonctions]**

Conformément aux dispositions de la loi sur le signalement des transactions financières, le service coréen du renseignement financier a été créé sous les auspices du Ministère des Finances et des Affaires économiques (MOFE) le 28 novembre 2001.

Fin 2004, le KoFIU, dirigé par un Commissaire, comprenait deux bureaux et quatre départements impliquant 63 experts provenant de différents départements gouvernementaux et d'organismes partenaires. Ces organismes incluent le Ministère des Finances et des Affaires économiques, le Ministère de la Justice, la Commission de surveillance financière, le service national des contributions, le service coréen des douanes, la police nationale, la Banque de Corée et les services de surveillance financière. Même si le KoFIU est hébergé par le Ministère des Finances et des Affaires économiques, il compte des



employés provenant de différents organismes et son indépendance ainsi que son impartialité dans la réalisation de ses tâches contre le blanchiment de capitaux sont protégées et garanties par la loi.

Le KoFIU examine et analyse les informations concernant des opérations suspectes transmises par les institutions financières puis il les répartit aux organismes chargés de l'application de la loi lorsqu'il estime qu'elles pourraient impliquer des opérations de blanchiment de capitaux. Ces organismes comprennent le ministère public, la police nationale, le service national des contributions, le service coréen des douanes, la Commission de surveillance financière et le Comité électoral national.

Le KoFIU surveille/examine également le régime mis en place contre le blanchiment de capitaux/le financement du terrorisme, il veille à l'éducation et assure des formations ainsi que la promotion du système. Il coopère en outre avec des services de renseignement d'outre-mer et échange des informations liées au blanchiment de capitaux et au financement du terrorisme. Les grandes lignes pour le signalement d'opérations suspectes et des exemples d'opérations présentant un risque élevé de blanchiment de capitaux sont fournis aux sociétés chargées du signalement d'opérations suspectes. Le KoFIU a mis au point et gère un système électronique de pointe pour la gestion et l'analyse efficaces des informations en matière d'opérations financières.

## **B. Réalisations**

A ce jour, le service coréen de renseignement financier (KoFIU) a joué un rôle important dans la communication des informations liées au blanchiment de capitaux, telles qu'émanant d'institutions financières, aux organismes chargés de l'application de la loi. Il sert de passerelle entre les institutions financières et ces organismes. Lorsque le KoFIU reçoit des institutions financières des informations concernant des opérations suspectes, il les rassemble et les compare à d'autres informations secondaires puis les répartit aux organismes chargés de l'application de la loi, comme le ministère public, la police nationale, le service national des contributions, le service coréen des douanes, la Commission de surveillance financière et le Comité électoral national. En Corée, il fonctionne en outre comme organe central contre le blanchiment de capitaux/le financement du terrorisme, il prend les mesures pertinentes et coopère avec les organisations internationales comme le Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux, le Groupe Egmont et le GAP.

Pour que le système contre le blanchiment de capitaux soit efficace, il est important que les institutions financières transmettent au KoFIU des informations suffisantes sur les opérations suspectes. Dans ce sens, la Corée a fait des progrès remarquables dans son système contre le blanchiment de capitaux malgré son court passé. Les dossiers de signalement d'opérations suspectes qui n'étaient que de 275 en 2002 sont montés à 1744 en 2003, à 4680 en 2004 et à 13459 en 2005. Une conscientisation accrue parmi les institutions

financières de la signification et de la nécessité du système de lutte contre le blanchiment de capitaux ainsi que de leur participation active semble avoir contribué à cette importante augmentation. C'est le résultat des efforts déployés par le KoFIU pour fournir aux institutions financières des données actualisées comme des typologies de référence et des manuels de travail en cas d'opérations suspectes, ainsi que son engagement actif dans la formation et la supervision des employés des institutions financières et dans l'échange d'idées.

Le système coréen d'analyse d'informations financières existant (KoFIS), mis en place en trois phases, a fortement contribué à la réussite du système de lutte contre le blanchiment de capitaux. Grâce au développement du système de renseignement, le classement, la réception, l'analyse et la dissémination des rapports de signalement d'opérations suspectes, qui se faisaient généralement sur papier, s'effectuent à présent en ligne. Les rapports sont classés sur Internet en format électronique et toutes les demandes concernant les informations pertinentes et nécessaires pour la phase d'analyse et la phase d'approbation sont traitées par voie électronique.

Pendant ce temps, le KoFIU a déployé d'incroyables efforts pour renforcer sa capacité analytique en vue d'un examen rapide et efficace du nombre croissant d'informations transmises en égard à des opérations suspectes. L'utilisation du système de gestion des renseignements, qui permet à chacun des analystes d'avoir accès aux informations enregistrées et de les partager, ainsi que la compilation de toute une série d'exemples de cas analysés, considérés comme importants et didactiques pour les analystes, ont amélioré la qualité et l'efficacité de la procédure d'examen.

Le fonctionnement efficace du système contre le blanchiment de capitaux nécessite non seulement un réseau de coopération bien organisé parmi les partenaires nationaux mais surtout un réseau de participation et de coopération avec les organismes internationaux qui luttent contre le blanchiment de capitaux, comme le Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux.

Depuis sa création, le KoFIU a participé activement au travail de plusieurs organismes de lutte contre le blanchiment de capitaux et il continue à signer des Memoranda d'accords avec ses équivalents étrangers. Ses principales activités comprennent un terme de deux ans à la co-présidence du Groupe Asie-Pacifique sur le blanchiment de capitaux (GAP) et l'accueil de la 7<sup>ème</sup> réunion annuelle du GAP à Séoul en 2004. Il a en outre rejoint le Groupe Egmont en 2002, une association regroupant des services de renseignements du monde entier et il joue un rôle actif dans le sous-comité du Groupe Egmont en tant que représentant de la Région d'Asie.

Après avoir signé son premier accord bilatéral avec la Belgique en mars 2002, le KoFIU avait, à la fin de l'année 2005, signé des accords bilatéraux avec un total de 29 services de renseignements étrangers, étendant ainsi son réseau de

coopération au monde entier. Il essaye en outre de devenir membre du **Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux**, une organisation internationale à la tête de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

En Corée, l'application du système de lutte contre le blanchiment de capitaux est reconnue comme une contribution significative à l'élaboration d'un cadre de travail pour des opérations financières transparentes. Du point de vue des institutions financières, le système réduit le risque d'exposition à la fraude financière ou à des emprunts non-rentables, il augmente la crédibilité sur le marché international et il améliore la qualité en général des opérations financières en empêchant les blanchisseurs de capitaux d'exploiter le marché financier.

Le système a en outre rendu difficile l'utilisation des institutions financières en vue d'essayer de récolter et d'utiliser des fonds illicites et il renforce la stabilité du système financier coréen.

La révision de la loi sur le signalement d'opérations financières, l'obligation de signalement d'opérations en espèces et la vigilance renforcée ont permis d'appliquer les obligations dès janvier 2006, en sus du système existant. Ces nouveaux systèmes devraient actualiser le système coréen de lutte contre le blanchiment de capitaux.

La République de Corée a fait de nets progrès dans son système de lutte contre le blanchiment de capitaux grâce au développement permanent de son système et elle respecte la plupart des normes internationales recommandées par le **Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux**. Néanmoins, étant donné qu'elle se trouve toujours confrontée à de nombreux défis, comme la législation relative au financement du terrorisme et l'imposition d'obligations contre le blanchiment de capitaux au secteur non bancaire, notamment aux casinos et aux joailliers, le KoFIU a l'intention de prendre progressivement des mesures en étroite consultation avec les bureaux et les organismes concernés.

1.8 Le Comité a le plaisir de constater que la République de Corée a interdit les systèmes de paiement alternatifs et les systèmes de transferts de valeurs informels et que l'article 66 de la loi sur les banques dispose que quiconque assure des services de remise de fonds sans avoir obtenu l'autorisation des pouvoirs publics est passible d'une peine d'emprisonnement de cinq ans au maximum. Combien d'agences de transferts de valeurs informels la République de Corée estime-t-elle compter ? Comment les autorités et les organismes concernés font-ils appliquer la législation correspondante afin de veiller à ce que ces entités ne servent pas au blanchiment de capitaux ni à des fins terroristes ?

**L'article 8 de la loi sur les opérations de change stipule que quiconque souhaite conclure des opérations de change (paiement, récolte ou remise de fonds, etc.) entre la République de Corée et une nation étrangère devra auparavant faire enregistrer ces opérations auprès du Ministère des Finances et des Affaires économiques.**

**L'article 27 de la loi sur les opérations de change stipule que quiconque s'engageant dans des activités de change sans avoir procédé à l'enregistrement stipulé à la clause principale de l'article 8 sera passible d'une peine d'emprisonnement de trois ans au maximum ou d'une amende d'un montant maximal de 200 millions de won (environ 200.000 US\$).**

**Bien qu'il soit difficile de recenser le nombre de personnes non enregistrées qui s'engagent dans des opérations de change, les organismes pertinents chargés de l'application de la loi, notamment le service douanier coréen et le service de surveillance financière, mènent continuellement des fonctions de surveillance.**

1.9 Le Comité saurait gré à la République de Corée de bien vouloir lui expliquer les mesures internes utilisées pour identifier les personnes physiques ou morales :

- qui ont un compte en banque
- au nom desquelles un compte en banque est ouvert (c'est-à-dire les titulaires réels)
- bénéficiaires des opérations menées à bien par des intermédiaires professionnels ou
- qui sont impliquées dans une opération financière.

La République de Corée impose-t-elle des obligations d'identification aux personnes qui gèrent des trusts afin d'obtenir des informations concernant les administrateurs, les négociateurs ou cédants et les bénéficiaires? La République de Corée pourrait-elle indiquer les procédures qui permettent l'application de lois étrangères et autorisent d'autres organismes de lutte contre le terrorisme à obtenir ces informations en cas de présomption de terrorisme? Le Comité souhaiterait également connaître les grandes lignes des mesures prises ou prévues par la République de Corée pour empêcher l'utilisation de mécanismes financiers qui masquent le titulaire réel d'un compte.

#### **A. Procédures d'identification des personnes physiques et morales dans le cadre d'opérations financières**

##### **(1) Identification par les noms personnels en vertu des dispositions de la loi sur les noms personnels (Art. 3)**

Les institutions financières sont tenues d'identifier par leurs noms personnels les personnes physiques ou morales impliquées dans des opérations financières comme l'ouverture de comptes ou la remise de fonds. Les institutions financières doivent identifier les personnes par leurs noms à l'aide de certificats de résidence, les sociétés par les cartes d'enregistrement commercial et, dans le cas des étrangers, par leur passeport.

(2) Vigilance renforcée conformément aux dispositions de la loi sur le signalement d'opérations financières (Art.5, alinéa 2)

Depuis janvier 2006, dans le cadre de la prévention du blanchiment de capitaux, les institutions financières sont tenues de vérifier les informations légales concernant les identités, en plus de l'identification par les noms personnels, conformément aux dispositions de la loi sur les noms personnels, et ce lors de l'ouverture de nouveaux comptes ou de la réalisation d'opérations occasionnelles d'une valeur supérieure à 20 millions de won ou US\$ 10.000.

Types de personnes ou d'organisations	Points à vérifier (art. 10 du Décret d'exécution)
Personnes physiques (y compris celles impliquées dans des opérations financières pour le compte d'autres personnes, sociétés ou organisations)	Noms complets (mentionnés comme noms personnels à l'art.2, paragraphe 4 de la Loi sur les noms personnels), adresse et informations de contact (numéros de téléphone et adresse électronique)
Organisations commerciales	Noms réels, types d'activités, emplacements du siège et des agences/succursales, informations de contact (numéros de téléphone et adresse électronique) et noms des responsables.
Organisations sans but lucratif et autres	Noms complets, objectifs de la fondation, emplacement du siège, informations de contact (numéros de téléphone et adresse électronique) et noms personnels des responsables
Étrangers et organisations étrangères	Toutes les informations mentionnées ci-dessus, plus la nationalité, l'adresse du domicile ou siège et l'emplacement des bureaux permanents.

## **B. Mesures de lutte contre les opérations effectuées sous un nom d'emprunt**

**Les institutions financières sont tenues d'identifier les personnes/sociétés impliquées dans des opérations financières par leurs noms complets et elles doivent signaler la raison des transactions lorsque ces personnes physiques ou morales sont soupçonnées d'utiliser des noms d'emprunt pour le blanchiment de capitaux; (Art.5, alinéa 2, Sec.1, paragraphe 2 de la loi sur le signalement d'opérations financières).**

**Les personnes, physiques ou morales, qui utilisent des noms d'emprunts à des fins criminelles sont en outre punissables en vertu de la législation pénale correspondante, comme la Loi de répression de l'évasion fiscale ou toute autre loi de droit pénal. Les activités de blanchiment de capitaux à ces fins sont également punissables en vertu de la loi relative au produit du crime, avec saisie des fonds et des bénéfices illicites.**

1.10 Le comité souhaiterait également être informé des délais établis dans le droit de la République de Corée pour le gel et la confiscation des fonds et avoirs liés au terrorisme, conformément aux dispositions du paragraphe 1, alinéa c) de la résolution 1373 (2001) et des mesures en place pour assurer une mise en exécution rapide.

## **A. Gel et confiscation des fonds liés au terrorisme en vertu des lois actuelles.**

### **1) Gel des fonds destinés à des actes de terrorisme**

- **Sous la section 15, alinéa (1) [Directives pour l'autorisation de versements et de remises de fonds à des personnes liées aux Talibans ou autres organisations terroristes] de la [Loi sur les opérations en devises] (établie par le Ministère des Finances et des Affaires économiques),**
- **Une liste des terroristes, notamment ceux en rapport avec Al Qaïda et avec les Talibans, a été diffusée et les personnes reprises sur cette liste ne peuvent pas effectuer d'opérations en devises sans l'autorisation préalable du Gouverneur de la Banque de Corée.**

### **2) Confiscation des fonds terroristes**

- **Les fonds terroristes sont considérés comme « des fonds liés au produit du crime » en vertu de la [Loi relative au produit du crime] (Section 2 alinéa ii)**
- **Le blanchiment (section 3) ou la réception (Section 4) de fonds liés à des activités terroristes sont également considérés comme des infractions de**

droit pénal et, de ce fait, les fonds terroristes blanchis et reçus peuvent être confisqués.

**B. Mesures plus rigoureuses pour le gel de fonds destinés à des activités terroristes, conformément aux dispositions de la Loi de répression du financement des activités terroristes.**

- Le Gouvernement de la République de Corée travaille à l'adoption de la « Loi sur la répression du financement d'activités terroristes ».
- Le gouvernement envisage l'introduction d'un système destiné à geler les avoirs des personnes non reprises sur la liste de terroristes mais présumées engagées dans des activités terroristes suite aux investigations menées à bien par les autorités législatives.

***Méthodes d'investigation***

1.11 Le Comité souhaiterait obtenir des renseignements, sans révéler d'informations sensibles ni compromettre les investigations en cours, sur l'utilisation par la République de Corée des mesures suivantes :

- Techniques d'investigation :

**Le Gouvernement de la République de Corée obtient les informations sur les groupes de terroristes en coopérant avec les organisations internationales comme Interpol.**

**Les autorités analysent des cas semblables qui se sont présentés dans le passé, elles interceptent les communications et remontent le financement destiné à des opérations illicites.**

**La législation concernant les techniques d'investigation spécialement liées au terrorisme est toujours en cours d'examen auprès de l'Assemblée nationale.**

- Pistage de fonds destinés à des groupes criminels :

**La Police nationale identifie les comptes présumés associés à des activités terroristes. Les autorités obtiennent ensuite les informations concernant le titulaire du compte, elles déterminent les sources possibles du financement et examinent les opérations commerciales précédentes et actuelles relatives au compte. Les autorités essaient d'arrêter immédiatement non seulement les personnes impliquées directement dans des activités terroristes mais également les éléments qui dirigent les attaques dans l'ombre.**

- Interception de communications :

**Dans le cas d'utilisation d'une cabine téléphonique publique pour lancer des alertes terroristes, la Police nationale localise l'emplacement de l'appelant puis envoie des détectives sur place pour le coincer dès qu'il essaye de placer un second appel.**

**En cas d'utilisation d'un téléphone cellulaire, la Police arrête les suspects en identifiant l'emplacement de l'appel par le biais de méthodes de recherche directes pointues.**

**Lors du lancement d'une attaque par Internet, la Police recherche le propriétaire du site et les personnes qui y accèdent régulièrement. La police arrête alors les suspects dès qu'elle a réussi à identifier l'adresse IP.**

**Les autorités peuvent remonter des communications suspectes en obtenant un mandat judiciaire. En cas d'urgence, les autorités peuvent obtenir des mandats ex-post facto.**

**Généralement, la loi de procédure pénale stipule que la confiscation, la fouille, l'inspection, l'interrogation, la mise sur écoute et l'interrogation de témoins oculaires sont des techniques d'investigation qui peuvent s'appliquer à des activités terroristes.**

**La République de Corée a également mis en place une législation visant à réprimer le financement de groupes criminels. Les responsables de l'investigation peuvent obtenir des mandats pour retracer l'historique de certains comptes bancaires spécifiques.**

**En vertu de la législation coréenne, les organisations financières sont tenues de signaler au service coréen de renseignement financier (KOFIU) les opérations et les fonds suspects qui dépassent un certain montant. Le KoFIU peut ensuite faire part de ses préoccupations aux services d'investigation concernés ou remonter les fonds jusqu'à la source en partageant des informations avec leurs équivalents d'outre-mer.**

1.12 En vue d'une application efficace des dispositions de la résolution 1373 (2001), les États devraient avoir mis en place des mécanismes cadres efficaces et coordonnés et ils devraient concevoir et mettre en œuvre des stratégies adéquates de lutte contre le terrorisme, au niveau national et international. Veuillez expliquer



dans quelle mesure la stratégie et la politique de lutte contre le terrorisme mises en place par la République de Corée répondent aux activités suivantes:

- Coopération entre organismes pour les questions relatives à la lutte contre le terrorisme;
- Protection physique d'éventuelles cibles pour les terroristes;
- Analyse stratégique et prévision des menaces émergentes;
- Analyse de l'efficacité et de l'application de la législation relative à la lutte contre le terrorisme et amendements appropriés des lois;
- Surveillance et prévention des trafics de drogues, d'armes, de munitions et d'explosifs.

Le Comité souhaiterait connaître les grandes lignes de la législation coréenne, des procédures administratives et des pratiques généralement utilisées dans ces domaines.

**Le gouvernement coréen tient des réunions de lutte contre le terrorisme, présidées par le Premier Ministre et qui rassemblent 20 Ministres émanant des ministères adéquats.**

**L'administrateur responsable de la politique antiterroriste auprès du service de renseignement national préside une réunion de lutte contre le terrorisme destinée à soutenir les fonctions de la commission permanente de lutte contre le terrorisme composée de responsables des ministères concernés.**

**Le service de renseignement national supervise le Centre d'Intégration des Renseignements en matière de Terrorisme, qui fournit les renseignements sur le terrorisme aux autorités gouvernementales.**

**Les Bureaux et organismes régionaux de lutte antiterroriste, par l'application de mesures de lutte contre le terrorisme dans les ports et les aéroports, en étroite collaboration avec les organismes centraux de lutte contre le terrorisme, mettent en œuvre des réponses localisées à la lutte contre le terrorisme.**

**Les autorités gouvernementales fournissent des conseils de lutte contre le terrorisme aux responsables des installations et infrastructures nationales importantes. Les grands événements publics et les principaux lieux publics sont classés en fonction de leur vulnérabilité à des attaques terroristes et ils sont étroitement surveillés. Ces lieux sont considérés comme hautement prioritaires (ils sont classés A) et le service de renseignement national en assure directement la sécurité. Le gouvernement est en train de mettre sur pied une législation visant à réglementer la gestion nationale de ces installations vulnérables.**

**Le gouvernement contrôle la production, les ventes, le commerce et la possession de munitions, d'explosifs et d'armes à feu grâce à la législation en vigueur correspondante. Les autorités surveillent étroitement les revendeurs d'armes et les stands de tir pour éviter toute circulation illégale d'armes et de munitions.**

**Le gouvernement mène des fouilles et des investigations deux ou trois fois par an pour éradiquer les armes et les munitions illicites et il requiert l'enregistrement volontaire des armes et des munitions.**

**Les autorités portuaires et aéroportuaires inspectent minutieusement les voyageurs, en vue de détecter le transport illicite d'armes, de munitions et d'explosifs.**

**D'autres lois sont en place en vue de détecter et de réglementer les agents chimiques et biologiques qui peuvent servir à des activités terroristes.**

**Néanmoins, les législations destinées à réglementer le trafic d'armes, les munitions, les explosifs ainsi que les agents chimiques et biologiques se tournent actuellement vers les procédures administratives telles que l'octroi de licences et les autorisations.**

1.13 La République de Corée déclare que son projet de loi anti-terroriste, s'il est adopté, instaurerait un conseil national permanent contre le terrorisme, présidé par le Premier Ministre et composé des autorités compétentes au niveau ministériel (deuxième rapport, p.6). Le Comité souhaiterait recevoir un rapport sur la structure et les fonctions prévues pour ledit Conseil.

**Le conseil national permanent contre le terrorisme proposé serait présidé par le Premier Ministre et il serait composé de 20 ministres faisant partie des ministères pertinents, notamment des Ministères des Affaires étrangères, de la Justice, de la Défense, de l'Environnement, des Affaires intérieures et de la Construction ainsi que du service national de renseignement. Il serait chargé de l'examen des propositions nationales contre le terrorisme et devrait décider en la matière.**

#### ***Répression et poursuites judiciaires***

1.14 Un programme de protection des témoins a-t-il été instauré en République de Corée ? Si c'est le cas, certains aspects du programme s'appliquent-ils spécifiquement à des circonstances liées au terrorisme ?

**Actuellement, il n'existe pas encore de législation spécifique concernant la protection des témoins dans des cas de terrorisme.**

**La Loi sur les poursuites judiciaires stipule cependant, en règle générale, que si un témoin devait éprouver des difficultés à témoigner en présence d'une personne précise, il**

**pourra être interrogé de manière isolée. Dans certains cas, les témoins pourront également être interrogés en dehors des salles d'audience des tribunaux.**

**Des législations pertinentes autorisent le ministère public à demander à la police de prendre des mesures appropriées pour la protection d'un témoin dans des affaires pénales importantes, notamment avec meurtre et séquestration, si celui-ci devait faire l'objet de menaces physiques.**

**En ce qui concerne les infractions pénales graves, les infractions liées à la drogue et les activités de groupes criminels,**

**a. L'identité de l'informateur initial ne peut pas être révélée,**

**b. Il est possible d'intégrer des méthodes d'interrogatoires par vidéo, en dehors des tribunaux et isolées.**

**c. Les autorités compétentes peuvent prendre des mesures de protection pour assurer la sécurité des témoins.**

**d. Les dénonciateurs d'infractions peuvent être avertis de l'arrestation, de la libération, de l'emprisonnement et de la condamnation des accusés.**

1.15 Existe-t-il des mesures antiterroristes spécifiques concernant les poursuites judiciaires ? Les personnes accusées d'actes de terrorisme sont-elles soumises à un régime spécial pendant les phases d'arrestation, de détention et de jugement ?

**Il n'existe actuellement aucune mesure antiterroriste spécifique visant les poursuites judiciaires en République de Corée.**

1.16 Le Comité remarque, qu'à ce stade, les autorités administratives, d'investigation, de poursuite et judiciaires de la République de Corée ne reçoivent aucune formation spécifique sur les problèmes liés au terrorisme (quatrième rapport, p.6). Le Comité souhaiterait savoir si la République de Corée envisage de former ses autorités chargées de l'application de la loi aux méthodes et techniques de financement ainsi qu'aux autres questions relatives à la lutte contre le terrorisme.

**Nous n'avons pas d'informations à communiquer à cet égard.**

#### ***Efficacité de la coopération internationale dans les poursuites judiciaires***

1.17 Aux termes du paragraphe 2, alinéa f) de la résolution 1373 (2001), les États sont tenus de se prêter mutuellement la plus grande assistance lors des enquêtes judiciaires et autres procédures portant sur le financement d'actes de terrorisme, ou l'appui dont ces actes ont bénéficié, y compris l'assistance en vue de l'obtention des éléments de preuve qui seraient en leur possession et qui seraient nécessaires à la procédure. La République de Corée pourrait-elle donner les grandes lignes des principales mesures nationales prises afin de coopérer avec d'autres États dans les domaines comme le transfert de procédures criminelles et l'extradition de condamnés, la notification de lettres rogatoires et la reconnaissance de la validité des jugements étrangers ?

**Les transfèrements de procédures criminelles sont traités conformément à la Convention sur le Transfèrement de Personnes Condamnées et aux législations nationales pertinentes.**

**Le transfèrement de procédures criminelles peut se faire sur consentement volontaire de l'accusé, du gouvernement étranger, du Ministre de la Justice et sur examen par le comité gouvernemental pertinent.**

**La personne transférée servira uniquement le reste de sa peine dans une prison coréenne.**

**Par rapport aux questions de transfèrement de procédures criminelles et de personnes condamnées, de notification de lettres rogatoires et de reconnaissance de la validité des jugements étrangers de droit pénal, il n'existe actuellement aucune législation pertinente en République de Corée.**

#### *Contrôles de l'immigration*

1.18 Les lieux de résidence des demandeurs d'asile sont-ils surveillés en République de Corée ? Si c'est le cas, la surveillance est-elle à charge de la police locale ou d'un organisme international ?

**Les bureaux locaux de l'immigration sont informés des lieux de séjour des demandeurs d'asile en vue d'assurer un contrôle minimal et de pouvoir les interroger lorsque cela s'avère nécessaire, conformément aux dispositions des conventions internationales pertinentes.**

1.19 La République de Corée autorise-t-elle le changement légal de nom pour les non-résidents ? Si c'est le cas, existe-t-il une forme d'identification positive, comme les empreintes digitales ou la photographie des candidats sous leur ancienne identité, avant l'émission de nouveaux documents d'identité ?

**Nous n'avons pas d'informations à communiquer à cet égard.**

#### *Contrôles aux frontières*

1.20 Aux termes du paragraphe 2, alinéas c) et g) de la résolution 1373 (2001), les États devraient instituer des contrôles d'immigration, douaniers et frontières efficaces afin d'empêcher les mouvements de terroristes, la création d'asiles et la perpétration d'actes de terrorisme. Le Comité apprécierait de recevoir des informations détaillées concernant :

- L'étendue de la coopération et de la coordination entre les différents organismes chargés du contrôle frontalier, y compris les modalités et les outils utilisés ainsi que des exemples de résultats pour toute activité menée à bien conjointement.

**Le service national de renseignement se réunit régulièrement pour débattre des problèmes de lutte contre le terrorisme avec différents organismes gouvernementaux ainsi que pour promouvoir le partage d'informations et la coopération dans la lutte contre le terrorisme.**

**Le service national de renseignement fournit aux organismes gouvernementaux nationaux et locaux des renseignements sur des personnes soupçonnées d'engagement dans des activités terroristes.**

**Le service coréen des douanes a échangé des Memoranda d'accords avec les bureaux maritimes et militaires régionaux pour améliorer la coopération entre les différents bureaux concernés.**

- Les stratégies de surveillance et les méthodes utilisées pour la protection des expéditions pénétrant sur le territoire de la République de Corée ou en sortant, quel que soit leur mode de transport, contre les actes de terrorisme et les mesures prises ou à prendre pour la mise en application du Cadre de Normes de l'Organisation Mondiale des Douanes (OMD) visant à sécuriser et à faciliter le Commerce mondial

**Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1996, le service coréen des douanes identifie les conteneurs à hauts risques expédiés à titre privé et par les compagnies aériennes en utilisant des appareils de détection sophistiqués qui permettent de localiser les éléments ou les matériaux illicites susceptibles de mettre en danger la sécurité publique.**

**Le service coréen des douanes utilise notamment des équipements électroniques pointus et des ressources humaines pour détecter l'origine des expéditions, la société de livraison et les expéditions préoccupantes.**

**Le service coréen des douanes appose des sceaux douaniers spéciaux aux conteneurs soupçonnés de contenir des éléments illicites afin d'éviter la perte de ces matériaux pendant leur livraison à l'intérieur des frontières coréennes.**

**Le service coréen des douanes utilise actuellement huit machines sophistiquées destinées à l'inspection des conteneurs et réparties dans plusieurs ports du pays, pour mettre fin aux expéditions illicites.**

- Les mécanismes et protections mis en place pour détecter et empêcher le mouvement de terroristes d'un côté à l'autre des frontières de l'État, à des points de passage sans surveillance officielle.

**Le service coréen des douanes reçoit régulièrement des informations pertinentes du Service national de renseignement. Le service coréen des douanes identifie les terroristes présumés avant leur entrée sur le territoire et, en cas d'activités suspectes, il informe rapidement la Police nationale, le service national de renseignement et le Ministère de la Justice afin qu'ils puissent prendre les mesures adéquates.**

1.21 Aux termes du paragraphe 2 de la résolution 1373 (2005), les États devraient empêcher les mouvements de terroristes et l'instauration de zones d'asile. Le Comité remarque qu'à ce stade, la République de Corée « n'a pas encore établi de système spécifique pour la communication à l'avance aux autres pays d'informations sur les expéditions et passagers internationaux suspects » (quatrième rapport, p.8) Le Comité souhaiterait savoir si la République de Corée utilise ou compte utiliser un programme de communication à l'avance permettant de comparer, avant l'atterrissage, les passagers entrant sur le territoire à bord de vols internationaux avec des bases de données de terroristes connus.

**Depuis septembre 2005, le gouvernement utilise le système de communication à l'avance des passagers (SCAP) grâce auquel les autorités reçoivent des compagnies aériennes les informations obligatoires concernant les passagers entrant sur le territoire afin de localiser et de prévenir d'éventuelles activités criminelles. Les réglementations correspondantes sont en place depuis mars 2005.**

*Sécurité portuaire*

1.22 Dans le cadre des mesures établies par le Code international pour la sûreté des navires et des installations portuaires (Code ISPS) de l'organisation maritime internationale (OMI), la République de Corée pourrait-elle informer le Comité des mesures qu'elle a mises en place pour empêcher l'accès non autorisé aux installations portuaires et aux navires mouillant à ces installations. Quelles protections utilise-t-on pour vérifier l'intégrité du personnel employé aux installations portuaires et à bord des navires, tant lors du recrutement que pendant leur emploi et quelles mesures la République de Corée a-t-elle instaurées pour répondre aux menaces ou aux violations de la sécurité des installations portuaires et des navires/des connexions portuaires ? Le Comité souhaiterait recevoir des détails sur les tests menés à bien pour vérifier l'efficacité des mesures de sécurité aux installations portuaires et sur les résultats de ces tests.

**Les agences maritimes locales enregistrent la fréquence d'entrée des personnes en République de Corée ainsi que les objectifs de leur entrée, afin de déceler des activités suspectes. Les autorités délivrent des permis d'entrée uniquement aux personnes présentant une accréditation suffisante.**

**Le personnel souhaitant s'embarquer sur un navire doit obtenir des permis séparés auprès des autorités portuaires. Les autorités patrouillent régulièrement dans les eaux portuaires pour éviter tout embarquement clandestin.**

**Les employés prospectant les installations portuaires doivent se soumettre à des vérifications de leurs antécédents, comme le stipulent les réglementations nationales. Les employés doivent se soumettre à des vérifications annuelles de sécurité ainsi qu'à une formation.**

**Afin de parer plus efficacement aux atteintes à la sécurité, les organismes gouvernementaux compétents, y compris le service national de renseignement, le ministère de la justice et les autorités portuaires et douanières locales ont créé et supervisent des comités de sécurité destinés à accroître la coopération entre les différents organismes. Les autorités réexaminent les différentes options de la législation pénale afin d'empêcher toute menace de la sécurité.**

**Conformément aux dispositions du code ISPS et sous les auspices du Responsable de la Sécurité des Installations portuaires, tous les trois mois, la République de Corée dirige des exercices de sécurité pour les employés concernés afin d'accroître leur degré de préparation.**

**Le gouvernement mène des exercices de sécurité conjoints aux principaux ports nationaux, entre les responsables de la sécurité des différents organismes gouvernementaux et elle télécharge les résultats sur un site Web officiel.**

**Le rôle des gardes coréens est particulièrement important dans ce domaine. Le garde conduit des patrouilles en mer aux installations portuaires, il repère les navires soupçonnés d'activités illicites et conçoit des plans pour des opérations de sauvetage. Le garde patrouille les ports et inspecte les navires internationaux de manière particulièrement consciencieuse ; les garde-côtes ont tous pouvoirs pour intercepter les navires soupçonnés d'activités illégales.**

**Pour vérifier l'intégrité de ses employés et de ses passagers, le garde-côte consulte une base de données étendue de présumés terroristes et de personnes pour lesquelles une**

enquête est en cours afin de déceler des comportements préoccupants. Le garde-côte mène tous les trimestres des exercices anti-terrorisme conjointement avec la marine coréenne ; ceux-ci impliquent des patrouilleurs et des équipes maritimes spécialisées dans les armes et les tactiques (équipes SWAT). Les garde-côtes coréens essayent de renforcer l'esprit de coopération mutuelle avec leurs partenaires voisins comme les garde-côtes japonais et le service frontalier russe.

**\* Les garde-côtes coréens ont mené à bien des exercices anti-terrorisme conjoints avec les garde-côtes japonais (en juillet 2005), avec le service frontalier russe (en octobre 2005) et avec les garde-côtes indiens (en novembre 2005).**

1.23 Vu l'importance de l'identification des conteneurs à risques, le Comité souhaiterait recevoir de la République de Corée des informations actualisées sur sa coopération avec les États-Unis d'Amérique dans le cadre de l'accord « Container Security Initiative » (CSI).

**La République de Corée a été la douzième nation à ratifier, en janvier 2002, l'accord « Container Security Initiative (CSI) visant à renforcer la sécurité dans le commerce maritime. Le CSI est appliqué dans le port de Busan depuis le 4 août 2003.**

**Le service douanier du port de Busan a engagé trois employés à plein temps pour gérer les obligations découlant du CSI.**

**La République de Corée travaille en étroite collaboration avec ses équivalents américains pour partager les informations et les compétences dans la mise en œuvre du CSI. Les sociétés de navigation doivent notamment communiquer au bureau des douanes américain la liste des éléments embarqués 24 heures avant leur arrivée à quai. Le bureau des douanes américain repère alors les éléments préoccupants et communique ses découvertes à ses équivalents coréens. Les administrateurs coréens du CSI font alors appel à des informations indépendantes pour vérifier la nature des soupçons. Les administrateurs américains et coréens du CSI utilisent des instruments comme des machines de pointe à rayons X pour identifier la nature des éléments. Finalement, les autorités discutent entre elles si elles autorisent les matériaux à poursuivre le chemin normal de leur livraison aux États-Unis.**

#### *Sûreté de l'aviation*

1.24 La République de Corée a-t-elle l'intention d'apporter sa contribution au Plan d'action de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale (OACI) visant à renforcer la sûreté de l'aviation, notamment par le biais d'audits de sûreté, d'assistance d'urgence aux États, de création de cours de formation et de mise à disposition de tout un matériel de guidage ? A-t-elle l'intention de contribuer également à plusieurs autres projets ?

**Afin de contribuer à l'amélioration de la sûreté de l'aviation internationale, la République de Corée a envoyé un spécialiste participer au Programme universel d'audits de supervision de la sécurité de l'OACI. Financièrement, la République de Corée avait versé, à la date de février 2006, la somme de US\$ 342.653,00 aux activités de l'OACI et elle prévoit une contribution supplémentaire de US\$ 220.350,00 pendant l'exercice fiscal 2006.**

**La République de Corée prévoit en outre une contribution de US\$ 55.000,00 au Programme de coopération en matière de sûreté de l'aviation en Asie et Pacifique (CASP-AP) du Bureau régional Asie et Pacifique de l'OACI d'ici avril 2006 et une contribution supplémentaire de US\$ 50.000 en 2007.**

**La République de Corée applique les dispositions de la loi sur la sûreté et la sécurité de l'aviation ainsi que de ses décrets présidentiels et ministériels pour promouvoir l'efficacité dans la gestion de la sûreté de l'aviation.**

**La République de Corée a en outre adopté les réglementations suivantes conformément aux pratiques recommandées et normes (SARP) de l'OACI :**

- **Le Programme de sûreté de l'aviation nationale**
- **Le Plan d'urgence de l'aviation nationale**
- **Le Programme de formation de l'aviation civile nationale**
- **Le programme de contrôle de la qualité de la sûreté de l'aviation nationale**
- **Le Programme de maintenance et de construction des aéroports nationaux**
- **Les directives en matière d'équipements de sécurité**
- **Le manuel des inspecteurs de sûreté de l'aviation**
- **Les directives sur les examens des institutions de formation**

1.25 Le Comité note avec plaisir que la République de Corée est un État membre de l'OACI. Avez-vous été contrôlé sur base du Programme universel d'audits de sûreté (USAP) du plan d'action de la sûreté de l'aviation ? Si c'est le cas, quelles difficultés et quelles lacunes ont été identifiées, notamment dans le cadre du respect des normes et pratiques détaillées à l'Annexe 17 de la Convention sur l'aviation civile internationale ?

**Le Programme universel d'audits de sûreté de l'OACI a été mené à bien avec succès en République de Corée, entre le 1<sup>er</sup> et le 11 novembre 2004 et il a même compris un audit sur le terrain à l'Aéroport international d'Incheon.**

**L'équipe d'audits de l'OACI a publié un rapport final déclarant que la République de Corée applique actuellement de manière satisfaisante les normes de sûreté de l'OACI.**

**Pour améliorer la sûreté, l'équipe d'audits de l'OACI a émis 13 recommandations à la République de Corée. Les réglementations pertinentes, notamment le Programme de sûreté de l'aviation nationale et le Programme de contrôle de la Qualité de la sûreté de l'aviation nationale, ont été amendées conformément le 28 février 2005.**

**Dans sa lettre officielle du 24 mars 2005, l'OACI a confirmé et a marqué son accord envers les mesures correctives prises par la République de Corée.**

*Application des 13 instruments internationaux de lutte contre le terrorisme*

1.26 Le Comité souhaiterait recevoir des informations sur les mesures prises ou prévues par la République de Corée en vue de devenir partie contractante de la Convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire.

**Les autorités gouvernementales compétentes, comme le Ministère des Affaires étrangères et du Commerce ainsi que le Ministère de la Justice oeuvrent actuellement conjointement à la ratification du traité.**

## **2. Application de la résolution 1624 (2005)**

Paragraphe 1



2.1 Quelles mesures la République de Corée a-t-elle prises pour interdire par la loi et prévenir toute incitation à commettre un ou des actes de terrorisme ? Le cas échéant, quelles mesures supplémentaires sont envisagées ?

**Aucune législation régissant spécifiquement l'interdiction d'actes de terrorisme n'existe actuellement en République de Corée.**

**Néanmoins, les actes de terrorisme sont punissables en vertu d'autres législations comme le code pénal général et les lois spécifiques régissant un comportement criminel. Selon le code pénal coréen, toute personne incitant à un comportement criminel, y compris à des actes de terrorisme, sera punie de la même manière que son auteur réel.**

**En outre, les fonds provenant du terrorisme seront confisqués conformément aux dispositions des lois pertinentes et les transactions internationales impliquant des personnes suspectes devront recevoir l'approbation du directeur de la banque centrale de Corée.**

**Le gouvernement examine actuellement le projet de loi visant à empêcher le financement et le blanchiment de fonds liés au terrorisme et relatif au gel des finances terroristes.**

2.2 Quelles mesures la République de Corée prend-t-elle pour refuser l'asile à toute personne au sujet de laquelle on dispose d'informations crédibles et pertinentes selon lesquelles il existe des raisons sérieuses de penser qu'elle est coupable d'une incitation à commettre un ou des actes de terrorisme ?

**Bien qu'elle n'ait pas encore adopté de législation spécifique à cet égard, la République de Corée refuse l'asile à toute personne soupçonnée de comportement terroriste en punissant les complices de terroristes de la même manière que les véritables terroristes.**

Paragraphe 2

2.3 Dans quelle mesure la République de Corée coopère-t-elle avec d'autres États en vue de renforcer la sécurité de ses frontières internationales, en particulier en luttant contre la falsification des documents de voyage et, dans la mesure du possible, en améliorant la détection des terroristes et les formalités visant à assurer la détection des passagers, en vue d'empêcher les auteurs d'incitation à commettre un ou des actes de terrorisme d'entrer sur leur territoire ?

**La République de Corée fait partie de l'équipe de vérification et de contrôle de l'immigration, qui comprend des agents de Liaison de l'immigration des principaux pays industrialisés. L'équipe est chargée de la coordination des activités entre les différents membres en luttant contre la falsification de documents et d'autres activités illicites.**

Paragraphe 3

2.4 Quels efforts la République de Corée a-t-elle menés/envisagés de mener/ déployés au niveau international pour approfondir le dialogue et favoriser une meilleure compréhension entre les civilisations afin d'empêcher le dénigrement systématique des autres religions et cultures ?

**Le Ministère de la Culture et du Tourisme de la République de Corée soutient les échanges culturels et les différentes initiatives de coopération destinées à favoriser la compréhension mutuelle entre les différents peuples et les différentes cultures. Ces initiatives comprennent l'échange de groupes culturels performants, l'invitation en Corée de figures culturelles et religieuses et l'appui des résidents étrangers en Corée.**

2.5 Quelles mesures la République de Corée prend-elle afin de contrecarrer l'incitation aux actes terroristes motivés par l'extrémisme et l'intolérance et de prévenir les actions subversives de terroristes et de leurs partisans contre les établissements d'enseignement et les institutions culturelles et religieuses ?

**La République de Corée a actuellement adopté une Loi sur la sécurité nationale et le code pénal général punit l'extrémisme et tout autre comportement qui pourrait constituer une menace publique ou mettre en danger la sécurité nationale de la République de Corée.**

**Le code pénal général punit la subversion d'établissements d'enseignement, d'institutions religieuses et culturelles par des terroristes et leurs partisans.**

Paragraphe 4

2.6 Que fait la République de Corée pour veiller à ce que toutes les mesures prises en application des paragraphes 1, 2 et 3 de la résolution 1624 (2005) soient conformes à toutes les obligations qui lui incombent en vertu du droit international, en particulier celles prévues par les instruments relatifs aux droits de l'homme, au droit des réfugiés et au droit humanitaire ?

**Nous n'avons pas d'informations à communiquer à cet égard.**